Amiante : un chantier sanctionné par la justice

Le tribunal correctionnel de Bastia a rendu hier son jugement sur des infractions pénales en lien avec le chantier du programme immobilier Mandevilla sur les hauteurs de Bastia.

Un premier procès avait donné lieu à la condamnation de l'entreprise en charge du terrassement.

Dans ce second procès, ont comparu en novembre dernier pour mise en danger de salariés par violation des règles de sécurité, le promoteur, le constructeur, deux transporteurs, et des entreprises en tant que personnes morales.

À l'origine des poursuites : l'amiante présent sur les lieux qui soumet les intervenants à des obligations de sécurité très précises pour la protection de l'environnement, des travailleurs et des riverains. Les prévenus étaient accusés d'avoir manqué à ces obligations.

L'affaire repose sur deux volets distincts. Il y a d'abord le problème des terres amiantifères provenant des excavations réalisées sur le chantier. Le permis de construire exigeait qu'elles soient intégralement réemployées sur place en guise de remblai. Mais leur volume ayant été mal évalué au préalable, le promoteur se retrouve avec un excédent de plusieurs milliers de

mètres cubes. Une solution - mais illégale - a été trouvée en mars 2016 : l'acheminement de ces terres sur le site de l'ancienne mine d'amiante de Canari. *"Confronté à ce problème d'évacuation, synonyme de perte de temps et d'argent, on trouve cette solution : se débarrasser en catimini des terres amiantifères"*, avait déclaré le procureur lors de l'audience.

La défense avait fait valoir que ce site était à ce moment-là en cours de réhabilitation par la société Vinci, laquelle était aussi chargée du terrassement à Mandevilla, même si elle a depuis quitté le chantier.

Le deuxième volet porte sur la conduite du chantier. À la barre, l'inspection du travail avait dressé la liste des manquements aux règles de sécurité constatés par la Direccte sur les lieux. Manquements qui ont été à l'origine de plusieurs interruptions du chantier et ont débouché sur un signalement au parquet fin 2016: absence de clôture du chantier, de planification de la prévention, de protection individuelle pour les ouvriers ainsi qu'une cabine de décontamination hors service et des tas de terre mal bâchés... La présidente du tribunal avait rappelé les risques de cancer, mésothéliome, asbestose pesant sur les sala-

riés ayant travaillé sur ce site. La défense avait, elle, pointé la responsabilité d'un intervenant qui n'a pas été cité au procès : le coordonnateur sécurité et protection de la santé. Elle accuse ce prestataire désigné par le maître d'ouvrage de ne pas avoir rempli sa mission.

Le parquet avait requis 4 mois de prison ferme contre le promoteur et 6 mois ferme contre le constructeur, du sursis contre les autres, et avait également demandé des peines d'amende.

Le promoteur a été condamné hier par le tribunal correctionnel de Bastia à 6 mois de prison ferme et 8000 euros d'amende et son entreprise à 75 000 euros d'amende. Le constructeur a été condamné à la même peine que le promoteur tandis que les deux transporteurs ont écopé de 3 mois de prison avec sursis et 8000 euros d'amende pour l'un, 4 mois avec sursis et 10000 euros d'amende pour l'autre.

Les autres entreprises ont également été condamnées à des peines d'amende, le cabinet d'architecte et un transporteur à 50 000 euros, et l'autre transporteur à 20 000 euros. Comme l'avait demandé le parquet, le tribunal a ordonné la publication du jugement dans la presse.

F. L.